



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/33/Summary
23 mars 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 14 de l'ordre du jour provisoire* Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT DE LA QUATRIEME REUNION DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL
MIXTE DES ETABLISSEMENTS HUMAINS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Résumé

* E/ECA/TPCW.8/1.

** E/ECA/CM.13/1.

1. La quatrième réunion du comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement s'est tenue en février 1987 à la CEA, à Addis-Abeba. Etaient présents des représentants des Etats membres de la CEA ci-après : Algérie, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Malawi, Maurice, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra-Léone, Tanzanie, Tchad, Tunisie, Zaire, Zambie et Zimbabwe.

2. Le Comité mixte a mené la plus grande partie de ses travaux en séances plénières. Tous les documents ont été présentés en plénière aux fins d'observations d'ordre général, les discussions techniques détaillées portant sur chacun des documents ayant été menées par les deux groupes de travail des établissements humains et de l'environnement.

3. S'agissant des questions d'établissements humains, le représentant de la CEA a donné un aperçu des principales activités menées par le secrétariat de la commission d'août 1985 à janvier 1987. L'examen de ces activités a été réparti entre les subdivisions suivantes : planification des établissements humains, développement des industries des matériaux de construction, participation populaire au développement du logement et coopération entre la CEA et d'autres organisations internationales appartenant ou non au système des Nations Unies.

4. S'agissant des questions d'environnement, le représentant de la CEA a présenté aux participants les sept documents de travail portant sur l'environnement. Il a signalé qu'en 1986-1987, le programme de travail relatif à l'environnement en Afrique avait surtout porté sur l'application de résolutions de la CEA 446 (XVII) sur la lutte contre la desertification en Afrique, 474 (XVIII) relative à l'élaboration d'un programme de formation en matière d'environnement, 578 (XXI) sur le développement de capacités environnementales en Afrique et 585 (XXI) sur la création d'un Centre Africain pour l'Application de la Météorologie au Développement (CAAND).

5. Après ces exposés, les représentants des pays dont les noms suivent ont présenté des rapports sur les activités liées aux établissements humains et à l'environnement menées dans leurs pays respectifs : Ghana, Zambie, Gabon, Malawi, Cameroun, Tanzanie, Zimbabwe, Sénégal, Rwanda, Kenya, Botswana, Ethiopie et Nigeria. Les représentants des organisations ci-après ont également fait une contribution : le Centre des Nations Unies pour les Etablissement Humains (HABITAT), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Shelter-Afrique, l'UNESCO, l'organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'organisation Internationale du Travail (OIT), la FAO, le Conseil International du Bâtiment (CIF) et l'Union des Architectes d'Afrique (UAA).

6. Le groupe de travail des établissements humains a examiné les documents techniques ci-après présentés par le secrétariat : a) Rapport d'activités dans le domaine des établissements humains pendant la période 1985-1986; b) méthodologie d'intégration de politiques et programmes d'établissements humains dans les plans nationaux de développement économique et social; c) méthode d'évaluation intégrée des besoins en matière de construction en Afrique; d) programme d'institutionnalisation des systèmes de participation populaire dans le domaine du logement pour les populations à faible revenu en Afrique; (e) étude pour la création et le renforcement des moyens

de formation en matière d'établissements humains en Afrique; f) établissements humains : programme de travail pour la biennale 1988-1989.

7. Le groupe de travail de l'environnement a examiné les rapports et documents techniques ci-après présentés par le secrétariat : a) rapport d'activités en matière d'environnement pour la biennale 1986-1987 et considération pour le programme de travail 1988-1989; b) rapport intérimaire sur le développement des capacités environnementales de lutte contre la désertification et la sécheresse en Afrique; c) Moyens de lutte contre l'empiètement sur les terres arables en Afrique; d) développement des législations nationales en matière d'environnement en Afrique; e) développement de la formation dans le domaine de l'environnement pour les techniciens en pollution marine, érosion côtière et épuisement des ressources marines dans le EEZ; f) la Conférence ministérielle du Caire et le rapport de suivi de la résolution 572 (XXI) de la Commission; g) rapport de la réunion de consultation inter-agence CEA/OMM sur la création d'un Centre Africain d'Application de la Météorologie au Développement (CAAMID).

8. Au cours des débats qui ont suivi la présentation de ces documents, les participants ont soulevé de nombreuses questions à titre de contribution à l'élaboration des recommandations finales.

9. Après avoir examiné les documents présentés par le secrétariat de la CEA, la quatrième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement a adopté une résolution sur les établissements humains et concernant particulièrement les politiques d'aménagement du territoire en Afrique; les politiques et programmes en matière d'établissements humains; le développement du secteur de la construction et, la formation dans le domaine des établissements humains en Afrique.

10. Le Comité mixte a également formulé les recommandations ayant trait aux questions d'environnement suivantes :

a) Participation des pays africains frappés par la sécheresse aux réunions de cette nature consacrées à l'environnement afin de partager leurs expériences avec d'autres pays membres;

b) Evaluation de l'évolution de la désertification et de la sécheresse en Afrique;

c) Intégration des programmes des établissements humains à ceux relatifs à la gestion et à la conservation des forêts et des sols;

d) Protection du milieu marin par les pays insulaires;

e) Coopération entre la CEA, le PNUE et l'OUA dans l'exécution du programme du Caire ainsi que celle entre la conférence ministérielle de l'environnement et le Comité mixte;

f) Continuation des activités pour la mise en oeuvre du Centre Africain d'Application de la Météorologie au Développement (CAAMID).